

Numéro	Objet
031/2025	Approbation des modifications statutaires du SIVVB (délibération du 20 décembre 2024)

Envoyé en préfecture le 05/06/2025	
Reçu en préfecture le 05/06/2025	
Publié le	Nomenclature
ID : 013-211300363-20250603-25	CM_031-DE



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **21**
Procurations : **5**
Votes : **26**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **trois juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf** heures, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.
Date de la convocation : **28 mai 2025**

OBJET : Approbation des modifications statutaires du SIVVB (délibération du 20 décembre 2024)

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, MISTRAL Christiane, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Béangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, AMIARD Ludivine, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, PERRIN Christine, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Résultat du vote :

Pour : **26**
Contre : **0**
Abstentions : **0**

Absents excusés et représentés : DELAIR Patrick représentée par TROUSSEL Marc, AMAT Bruno représenté par POURTIER Yvette, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, JULIAN Madeleine représentée par KAPPES Vincent, DELABRE Éric représenté par GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène.

Absente excusée : ROSELLO Louis.

Par délibération du 20 décembre 2024, le Comité Syndical du SIVVB a proposé les modifications suivantes des statuts et particulièrement de l'article « 3. Périmètre » qui se complète d'un article autorisant désormais le Syndicat à conclure des conventions avec les Associations Syndicales Autorisées en ces termes :

« Dans une logique de gestion globale par bassin versant et afin d'assurer une meilleure coordination des actions locales, le Syndicat peut conclure tout type de convention avec des Associations Syndicales Autorisées, ASF, ASCO et Union d'ASA, sous réserve des conditions suivantes :

1/ Lien avec les compétences du Syndicat

L'objet de la convention doit être strictement lié aux compétences du Syndicat, notamment en matière de périmètres géographiques de compétences, de prévention des désordres structurels ou d'entretien des canaux d'assainissement et des infrastructures hydrauliques.

2/ Description détaillée des prestations

Les prestations à réaliser dans le cadre de la convention doivent être clairement définies et détaillées, incluant les travaux, services ou activités à mener par chaque partie.

3/ Caractère exceptionnel et marginal

La convention doit conserver un caractère exceptionnel et marginal par rapport à l'activité principale du Syndicat. Elle ne doit pas devenir un moyen permanent de substitution à l'action directe du Syndicat.

4/ Intérêt général

La convention doit démontrer un intérêt général clair et tangible, tant pour les membres du Syndicat que pour les bénéficiaires des actions menées.

5/ Précision de l'objet, du domaine et des limites d'application

La convention doit spécifier :

- L'objet visé (travaux, services techniques, études, etc.),
- Le domaine d'intervention (zone géographique, infrastructure concernée),
- Les limites d'application, notamment en précisant ce qui reste de la responsabilité de chaque partie.

6/ Maintien des responsabilités propres de l'ASA

En aucun cas, la convention ne peut entraîner un transfert complet des compétences ou responsabilités d'une ASA au Syndicat. Les ASA doivent continuer d'assumer leurs missions statutaires et leurs obligations légales.

7/ Participation technique et financière La convention doit inclure :

Les modalités de participation financière de l'ASA et/ou du Syndicat, o Les obligations techniques des deux parties, o Les mécanismes de suivi et de contrôle des prestations réalisées.

8/ Validation par le Comité Syndical

Toute convention conclue entre le Syndicat et une Association Syndicale Autorisée (ASA) doit être soumise à une présentation détaillée devant le Comité Syndical notamment lorsque le président a signé cette convention en vertu d'une délégation de pouvoir.»

Conformément aux articles L. 5211-18 et L. 5211-19 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal doit désormais se prononcer sur ces modifications.

Vu la délibération du Comité Syndical du SIVVB en date du 20 décembre 2024, modifiant les statuts du SIVVB et portant notamment la capacité qui lui est donné de signer des conventions avec les Associations Syndicales d'Entretien ;

Vu les articles L. 5211-18 et L. 5211-19 du Code général des collectivités territoriales relatifs à l'approbation des statuts par les conseils municipaux ;

Le Conseil Municipal à l'Unanimité décide de :

Approuver les modifications statutaires adoptées par le Comité Syndical du SIVVB le 20 décembre 2024, telles que figurant en annexe de la présente délibération.

Donner pouvoir à M. le Maire ou son représentant à prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.



Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité.

Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- *date de sa réception par le représentant de l'État ;*
- *date de sa publication.*

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- *à compter de la notification de la réponse de la Commune ;*
- *deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.*